



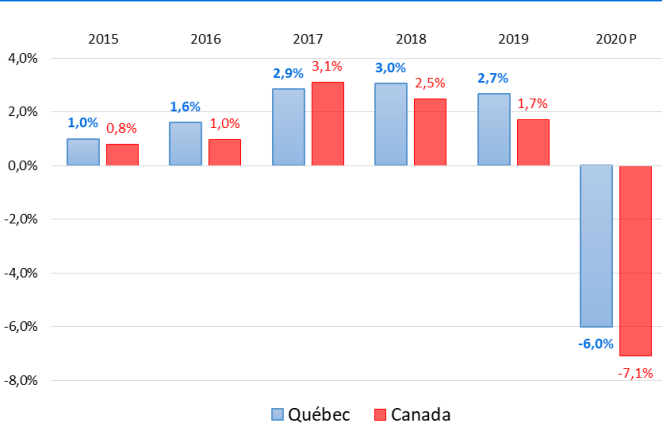
Avec 23 % de la population du Canada et un PIB réel de 408 Mds CAD (267 Mds €*) en 2019, le Québec se situe au 2^{ème} rang des provinces canadiennes derrière l'Ontario. Avant le début de la pandémie, son économie évoluait positivement et les investissements en infrastructures étaient en forte hausse. La France était le 2^{ème} investisseur étranger au Québec derrière les Etats-Unis en 2019. Avec près de 350 filiales, la présence française est visible dans presque tous les domaines. 43,6 % des échanges franco-canadien de biens ont été réalisés avec le Québec en 2019. La pandémie de Covid-19 continue cependant d'affecter le Québec, qui est la province la plus touchée du Canada et dont l'économie figure parmi les plus éprouvées.

Chiffres clés

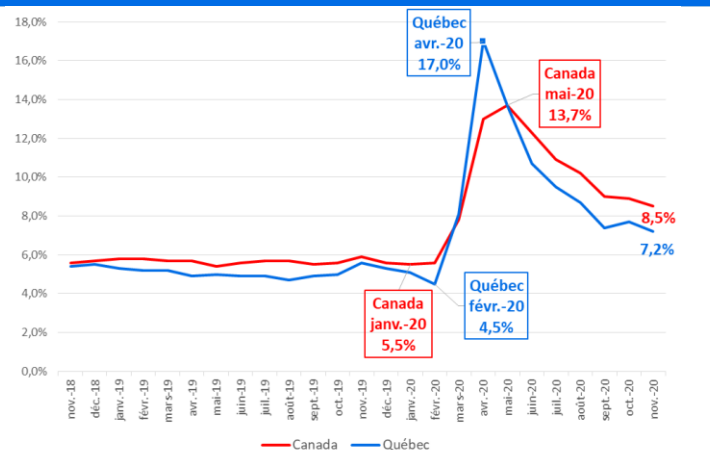
- **Superficie** : 1 667 712 km²
- **Population (2019)** : 8 484 965 habitants
- **Densité de population** : 6,5 hab. /km²
- **PIB en termes de revenus (2019)** : 460 Mds CAD (+4,3 %) ; 19,9 % du PIB canadien
- **PIB réel (2019)** : 408 Mds CAD (+ 2,7 %) ; 19,4 % du PIB réel canadien
- **PIB/hab. (2019)** : 54 149 CAD (88 % de la moyenne canadienne)
- **PIB/hab. en parité pouvoir d'achat (2018)** : 43 713 \$ US PPA (Canada : 50 078 \$ US PPA – France : 46 242 \$ US PPA)

- **Taux de chômage (2019)** : 5,1 %
- **Solde budgétaire (2019-2020)** : +32 M CAD
- **Dette au 31 mars 2020** : 199 Mds CAD (43,3 % du PIB)
- **Exportations internationales de biens (2019)** : 93,3 Mds CAD
- **Importations internationales de biens (2019)** : 105,2 Mds CAD
- **Balance commerciale (2019)** : - 11,8 Mds CAD
- **Principaux pays partenaires commerciaux en 2019 (biens)** : Etats-Unis (53,6 %) ; Chine (8,2 %) ; Allemagne (3,6 %) ; Mexique (3,4 %) ; France (2,7 %) ; Royaume-Uni (2,3 %)

Taux de croissance du PIB réel



Evolution du taux de chômage



Ressources documentaires

Institut de la statistique du Québec : [Le Québec, chiffres en main](#) ; [Comptes économiques du Québec](#) ; [Tableau statistique canadien](#)

Ministère de l'Économie et de l'Innovation du Québec : [Note abrégée sur le commerce Québec-France](#)

Direction générale du Trésor : [Brèves des services économiques français au Canada](#)

Présentation générale

Une économie tournée vers l'extérieur

Le Québec est la 2^{ème} province la plus peuplée du Canada, avec 8,5 millions d'habitants. 78 % de sa population a pour langue maternelle le français selon le dernier recensement de 2016. Sa superficie est équivalente à 3 fois celle de la France. Québec (environ 0,8 million d'habitants) est la capitale de la province et Montréal le centre économique (4 millions d'habitants).

Le Québec est dirigé par le premier ministre François Legault de la Coalition Avenir Québec (CAQ) depuis octobre 2018.

Longtemps fondée sur l'exploitation de ses importantes ressources naturelles, l'économie québécoise est devenue une économie de services, qui représentent aujourd'hui 72 % de son PIB. Le secteur manufacturier représente cependant toujours 13,5 % du PIB. Le PIB réel du Québec a atteint 408 Mds CAD (267 Mds €*) en 2019 (19,4 % du PIB canadien).

L'économie québécoise se caractérise par son ouverture : les flux commerciaux représentent près de 50 % du PIB. La balance commerciale du Québec affiche un solde négatif depuis 2005. Le déficit commercial s'est creusé en 2019 par rapport à 2018 pour atteindre 11,8 Mds CAD (7,7 Mds €*). La part des échanges du Québec avec l'Union européenne (UE) reste stable en 2019 (17,9 % des échanges totaux), alors que celle avec les Etats-Unis augmente légèrement (53,6 % en 2019 contre 52,5 % en 2018). Les Etats-Unis restent le 1^{er} fournisseur du Québec (38 % de part de marché en 2019), devant la Chine (12 % de part de marché). Ces deux pays sont aussi les premiers clients de la province. Alors que le Québec accorde une importance primordiale à sa relation économique avec son voisin américain, il affirme maintenant aussi sa volonté d'approfondir ses relations commerciales avec l'UE, que facilite la mise en place, depuis septembre 2017, de [l'Accord Economique et Commercial Global \(AECG-CETA\)](#) entre l'UE et le Canada (une hausse de 25 % des échanges bilatéraux est attendue à moyen terme).

La pandémie de Covid-19 affecte grandement le Québec, qui est la province la plus touchée du Canada et dont l'économie figure parmi les plus éprouvées. Selon le ministre des Finances du Québec M. Eric Girard, la crise a mis en relief certaines « vulnérabilités économiques » du Québec. Selon lui, outre les enjeux démographiques liés au vieillissement de la population, qui entraîne notamment des impacts sur le marché de l'emploi et sur les finances publiques (dépenses de santé), le Québec doit continuer à améliorer sa productivité et devra redoubler d'efforts pour retrouver le chemin de l'équilibre budgétaire afin de poursuivre la baisse du poids relatif de sa dette qui reste élevé. Malgré tout, le gouvernement québécois a pu profiter d'une forte croissance économique ces dernières années qui lui a permis d'assainir sa situation budgétaire et lui offre aujourd'hui une certaine marge de manœuvre pour participer à la relance économique.

Perspectives économiques

Contraction du PIB provincial et forte hausse du chômage consécutives à la pandémie de Covid-19

Avant le début de la crise sanitaire, le Québec bénéficiait d'une économie très dynamique. Le marché du travail était en pleine effervescence. La productivité et le niveau de vie des Québécois augmentaient rapidement alors que les salaires progressaient plus vite que l'inflation.

Avec l'apparition des premiers cas de Covid-19, le gouvernement a agi rapidement et mis en place des mesures sanitaires, notamment en décrétant, dès le 24 mars 2020, l'arrêt des activités économiques jugées non essentielles. Cette mesure a conduit à la fermeture de près de 40 % de l'économie pendant 8 semaines. Cette chute brutale de la production devrait se traduire, selon le gouvernement, par un recul du PIB réel de 6,0 % en 2020, soit la plus importante baisse enregistrée depuis le début de la compilation des statistiques des comptes économiques en 1981. Il s'agit d'une révision à la baisse de 8 points de pourcentage comparativement aux prévisions du budget 2020-2021, qui tablait alors sur une croissance de 2,0 % du PIB réel en 2020. Les institutions financières canadiennes estiment, elles, en janvier 2021, la chute du PIB réel du Québec en 2020 entre 5,2 % et 6,0 % (en moyenne -5,6 %).

L'économie du Québec s'est relevée progressivement avec la reprise graduelle des activités économiques mais l'annonce d'un nouveau confinement pour le début de 2021 compromet les perspectives de reprise. La diminution du revenu des ménages, les incertitudes auxquelles ceux-ci font face, les restrictions pour le tourisme et les mesures de distanciation sociale toujours présentes continueront de toucher plus durement certaines industries. Ainsi, le ministre des Finances estime que la reprise complète des activités sera beaucoup plus lente dans les industries de l'hôtellerie-restauration, de l'information, de la culture et des loisirs ainsi que du commerce de détails. Le retour à la normale, moins rapide dans ces secteurs qui sont intensifs en main-d'œuvre, limitera la création d'emplois et empêchera le taux de chômage de revenir à court terme à son niveau d'avant la pandémie. Ainsi le taux de chômage, après avoir atteint

un niveau record (haut) de 17 % en mars (avec la perte de plus de 820 000 emplois) était redescendu à 8,5 % en novembre 2020, loin de son niveau record (bas) de février 2020 à 4,5 %.

Selon le gouvernement, la croissance économique du Québec devrait reprendre en 2021 avec une prévision de + 5 % (prévisions de novembre 2020). Les institutions financières canadiennes prévoient quant à elles une croissance du Québec en 2021 entre 4,1 % et 5,4 %.

Finances publiques

Des finances publiques affectées par les mesures prises pour faire face à l'écllosion de la Covid-19

Après avoir connu plusieurs années d'excédents budgétaires, la pandémie a durablement affecté les finances publiques du Québec avec une hausse des dépenses publiques (santé, soutien économique aux citoyens et aux entreprises) conjuguée à une baisse des recettes publiques (impôts, taxes, baisse des revenus des entreprises du gouvernement comme Hydro-Québec). Le ministre des Finances du Québec Éric Girard a présenté le 12 novembre 2020 le [Point sur la situation économique et financière du Québec](#). Pour l'exercice en cours (31 mars 2020 au 31 mars 2021), le déficit budgétaire atteindra 15 Mds CAD (9,8 Mds €*) après le versement au Fonds des générations de 2,7 Mds CAD (1,8 Md €*) et la provision pour risque économique de 4 Mds CAD (2,6 Mds €*). Le budget déposé en mars pour l'exercice 2020-2021 prévoyait initialement un budget équilibré après le versement de 2,7 Mds CAD au Fonds des générations.

Projections budgétaires

Desjardins Etudes économiques : Québec : mise à jour économique et budgétaire (12 novembre 2020)

EN M\$ (SAUF SI INDIQUÉ)	RÉEL	PROJECTIONS		
	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023
Revenus autonomes	91 744	88 437	94 477	98 709
Variation (%)	0,1	-3,6	6,8	4,5
Transferts fédéraux	25 228	30 296	26 639	25 772
Variation (%)	9,1	20,1	-12,1	-3,3
Revenus budgétaires totaux	116 972	118 733	121 116	124 481
Variation (%)	1,9	1,5	2,0	2,8
Dépenses de programmes	-105 621	-119 507	-114 576	-117 959
Variation (%)	8,1	13,1	-4,1	3,0
Frais de la dette	-7 676	-7 573	-8 806	-9 303
Variation (%)	-12,0	-1,3	16,3	5,6
Pertes estimées sur les investissements dans la C-Series	-1 037	---	---	---
Provisions pour risques économiques	---	-4 000	-3 000	-1 000
Solde	2 638	-12 347	-5 266	-3 781
Fonds des générations	-2 606	-2 653	-2 984	-3 219
Solde avant réserve de stabilisation	32	-15 000	-8 250	-7 000
Utilisation de la réserve de stabilisation	---	12 009	---	---
Solde budgétaire au sens de la Loi	32	-2 991	-8 250	-7 000
Dette brute	198 811	220 837	233 850	244 535
Variation (%)	-0,1	11,1	5,9	4,6
En % du PIB	43,3	50,5	50,0	49,9

Dans ce contexte, une remontée du ratio de la dette brute au PIB à 50,5 % est prévue au 31 mars 2021 alors qu'il s'était réduit à 43,3 % au 31 mars 2020. Le poids de la dette au 31 mars 2021 demeurera néanmoins en deçà du niveau qui prévalait encore en 2017, soit 51,0 % du PIB.

Aspects sectoriels

Outre le fait de bénéficier d'importantes ressources naturelles, le Québec a développé plusieurs secteurs d'excellence, comme l'aéronautique, le multimédia et les technologies de l'information, l'industrie pharmaceutique et les biotechnologies.

Industrie aérospatiale

L'industrie aérospatiale québécoise est un secteur clé de la province. Le paysage de l'industrie aéronautique du Québec est composé de maîtres d'œuvres internationaux ainsi que de nombreux équipementiers, sous-traitants et fournisseurs de premier plan. Cette industrie s'appuie également sur un réseau d'établissements d'enseignements qui forment un bassin de main d'œuvre qualifiée, de centres de recherches de renom ainsi que de sièges sociaux d'organisations internationales, telles l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), l'Association du transport aérien international (IATA) et le Conseil international de l'aviation d'affaires (IBAC). Cette concentration d'acteurs-clés des secteurs industriel, académique, scientifique et associatif de l'industrie aérospatiale se traduit par une capacité industrielle et de recherche exceptionnelle. La province est ainsi au 6^{ème} rang mondial en aérospatiale derrière les États-Unis, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et le Japon. Avec 98 % de l'activité aérospatiale québécoise concentrée dans le Grand Montréal, grâce à la présence historique de Bombardier et maintenant d'Airbus Canada, la région métropolitaine constitue le troisième pôle mondial de l'aérospatiale, après Seattle et Toulouse.

L'industrie aérospatiale québécoise représente ainsi plus de 200 entreprises (dont 6 grands donneurs d'ordre (Airbus, Bombardier aéronautique, Bell Helicopter Textron Canada, Pratt & Whitney, Mitsubishi Aircraft Corporation et CAE)) et plus de 42 000 emplois. 53 % des activités de l'industrie aérospatiale canadienne sont réalisées à Montréal et 80 % de la production aérospatiale québécoise est exportée hors Québec. 1 Md CAD (654 M€*) sont investis annuellement en recherche et développement, soit 70 % des dépenses totales canadiennes. La région du Grand Montréal regroupe la plupart des centres de recherche du Canada. Elle abrite aussi le Consortium de recherche et d'innovation en aérospatiale au Québec (CRIAQ), les sept universités actives dans la recherche aérospatiale et plus de dix centres de recherche publics et parapublics de renom.

Numérique

Au Québec, 210 000 personnes se spécialisent dans les technologies de l'information et des communications (TIC). Près de la moitié d'entre elles sont actives dans des domaines aussi diversifiés que le développement de logiciels, la microélectronique, l'optique-photonique, les services-conseils, les télécommunications, les services infonuagiques, la cybersécurité et l'intelligence artificielle.

Montréal est un pôle d'expertise mondialement reconnu dans la recherche en intelligence artificielle notamment grâce aux travaux de chercheurs émérites comme Yoshua Bengio (lauréat du prix Turing 2018). En plus de ces grands chercheurs, la métropole réunit des incubateurs, des startups et des grandes entreprises comme Facebook, Microsoft, Google et Samsung. Plusieurs entreprises françaises ont aussi décidé d'implanter leur centre de recherche en IA au Québec : c'est notamment le cas de Thalès, Havas, Axionable, Servier,... Pour consolider la position du Québec comme chef de file mondial dans le domaine de l'intelligence artificielle, le budget de 2019-2020 prévoit de consacrer 329 M CAD (215 M€*) sur cinq ans, afin de favoriser, entre autres, l'attraction de chercheurs et soutenir les projets de recherche. Quatre initiatives du domaine : IVADO, Scale.AI, le MILA – Institut québécois d'intelligence artificielle et Prompt se partageront ainsi une enveloppe de 100 M CAD (65 M€*).

Le budget 2019-2020 prévoit des financements de près de 1 M CAD (654 000 €*) sur 3 ans ont aussi été annoncés pour le programme Parcours numérique Québec-France qui est porté par le ministère de l'Économie et de l'Innovation québécois et qui vise à favoriser les échanges de startups entre la France et le Québec.

Jeux vidéo, effets visuels et animation

Le Québec est le principal pôle canadien en termes d'emploi dans le secteur du jeu vidéo. En forte croissance, l'écosystème montréalais du jeu vidéo attire les studios étrangers grâce à différentes aides fiscales et subventions offertes par les gouvernements provincial et fédéral. Au niveau provincial, le Crédit d'impôt pour la production de titres multimédias et le Crédit d'impôt pour les sociétés spécialisées dans la production de titres multimédias permettent le remboursement des dépenses de main d'œuvre engagées pour la production de titres multimédias, avec un taux entre 26,25 % et 37,5 % (pour les titres disponibles en version française).

Au palmarès des cinq plus grands centres mondiaux de production de jeux vidéo, le Grand Montréal s'illustre par l'expertise et la créativité de ses talents. Les entreprises internationales trouvent à Montréal un savoir-faire de jeunes créatifs reconnu internationalement et s'appuie sur une dynamique soutenue très fortement par un réseau d'organismes publics (Investissements Québec), municipaux (Montréal International) et associatifs (réseaux et «grappes technologiques»). Forte de 245 studios membres, la Guilde du jeu vidéo du Québec a pour mission de faire la promotion de l'industrie du Québec. Le studio français Ubisoft à Montréal est le plus grand studio de développement de jeu vidéo au monde. On retrouve aussi à Montréal les studios français Gameloft, Novaquark et Dontnod.

Au cours des dix dernières années, la métropole montréalaise s'est imposée comme l'une des plaques tournantes mondiales du secteur des effets visuels et de l'animation grâce à une croissance annuelle moyenne du volume d'affaires estimée de 27 %. On compte 35 studios d'animation et d'effets visuels à Montréal et plus de 225 projets ont été réalisés

au Québec en 2019. De nombreux studios français sont présents à Montréal : Technicolor (avec MPC et Mikros), BUF, Mathematic Studio, ON Entertainment, Caribara,...

Sciences de la vie et des technologies de la santé (SVTS)

Environ 650 entreprises œuvrent dans le secteur des [sciences de la vie et des technologies de la santé au Québec](#) et 12 % d'entre elles ont plus de 100 employés. Cela représente 56 000 emplois dont 80 % dans le Grand Montréal qui rassemble des expertises complémentaires dans les domaines de la biopharmaceutique, du diagnostic, des appareils médicaux, des technologies de la santé et de l'intelligence artificielle. On retrouve dans la région une masse critique d'entreprises, soutenues par les universités, les institutions de recherche et les gouvernements, ainsi qu'un important bassin de talents. La grappe [Montréal InVivo](#) est un réseau d'échanges regroupant l'écosystème des SVTS. Beaucoup d'entreprises françaises du secteur ont une présence dans le Grand Montréal : Servier, Biomérieux, Domain Therapeutics, Pierre Fabre, Boiron, Valneva,...

Secteur minier

Avec 33 mines en exploitation ou en construction en 2018, l'industrie minière québécoise est en constante évolution. Elle doit composer avec des défis de taille, à commencer par une importante compétition due à la rareté de la main-d'œuvre et à la fluctuation de la valeur des substances minières. Le Québec est un vaste territoire, dont seulement 1 % est exploité et 5 % fait l'objet d'un titre minier. On trouve au Québec une très grande variété de métaux et de minéraux comme le cuivre, le diamant, le fer, le lithium, le nickel, le niobium, l'or, le phosphate, les terres rares et le zinc.

Le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles du Québec, M. Jonatan Julien a dévoilé le 29 octobre 2020 le [Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020 – 2025](#). Doté d'une enveloppe de 90 M CAD (59 M€*) sur 5 ans, ce plan vise à faire du Québec un chef de file de la production, de la transformation, de la valorisation et du recyclage des minéraux critiques et stratégiques. Le Québec a établi une liste de 22 minéraux (dont notamment le lithium, le graphite et le nickel) qui présentent aujourd'hui un caractère stratégique élevé en matière d'approvisionnement ou qui sont nécessaires à la mise en œuvre de certaines politiques québécoises notamment dans le cadre du Plan pour une économie verte. Sur l'enveloppe de 90 M CAD, 43 M CAD (28 M€*) serviront à mettre en place ou à optimiser des filières, 31,6 M CAD (21 M€*) à accroître les connaissances (cartographie, formation,...). L'objectif est de travailler sur toute la chaîne de valeur, la valeur ajoutée pour le Québec résidant surtout dans la capacité à transformer et à recycler les minéraux grâce à une expertise de pointe. Des opportunités seront donc probablement à saisir pour les entreprises françaises disposant d'expertise pointue dans ce secteur. L'entreprise française Imerys opère d'ailleurs la seule mine de graphite en Amérique du nord à Lac-des-Îles au Québec.

Secteur maritime

Le gouvernement québécois entend tirer pleinement profit du potentiel en matière de développement économique et social que représente la position géographique stratégique du fleuve Saint-Laurent. Le gouvernement prévoit, dans le cadre du budget 2020-2021 et de sa [Stratégie maritime](#), un montant de 172 M CAD (112 M€*) pour différentes initiatives relatives au secteur maritime, qui permettront de faire du Saint-Laurent un corridor économique performant notamment en modernisant les infrastructures portuaires et en donnant un nouvel élan aux zones industrialo-portuaires et aux pôles logistiques.

Mis sur pied à l'automne 2016 suite à la 19^{ème} rencontre alternée des Premiers ministres français et québécois, l'[Institut France-Québec pour la coopération scientifique en appui au secteur maritime \(IFQM\)](#) vise à canaliser les efforts bilatéraux et à mobiliser, de part et d'autre de l'Atlantique, de nombreux intervenants concernés par les différents domaines liés au secteur maritime autant en recherche qu'en innovation.

Aluminium

Le Québec compte 9 des 10 alumineries que compte le Canada, lesquelles ont une capacité de production de 2,8 millions de tonnes d'aluminium en 2017. Le Canada est le 4^{ème} producteur mondial d'aluminium primaire, et près de 90 % de l'aluminium canadien est produit au Québec. L'industrie de l'aluminium génère près de 10 000 emplois directs dans le domaine de la production d'aluminium primaire au Québec et 20 000 autres emplois liés à la filière. La grappe industrielle [AluQuébec](#) a lancé ses activités en octobre 2013. Cette alliance stratégique, qui regroupe près de 1 500 établissements, vise à favoriser une synergie profitable entre tous les acteurs du milieu. La grappe a notamment comme objectif de doubler la transformation de l'aluminium au Québec.

Politique environnementale

Avec son [Plan pour une économie verte 2030](#) (Politique-cadre d'électrification et de lutte contre les changements climatiques) publié le 16 novembre 2020, le gouvernement du Québec a réaffirmé son engagement à réduire le niveau de ses émissions de gaz à effet de serre (GES) de 37,5 % sous leur niveau de 1990 d'ici 2030, et se fixe comme objectif d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050. Les émissions ont continué d'augmenter au Québec depuis 2015 et n'ont diminué que de 9 % entre 1990 et 2017. Le Plan pour une économie verte 2030 est présenté par le Premier Ministre du Québec François Legault comme « *le plus grand chantier économique des dernières décennies* ». Le cœur de la stratégie du gouvernement repose sur l'électrification de l'économie afin de profiter des nombreuses capacités hydroélectriques dont bénéficie le Québec et de limiter les importations d'énergies fossiles.

Cette politique cadre est accompagnée d'un premier plan de mise en œuvre quinquennal (2021-2026) qui s'appuie sur un cadre financier prévoyant des dépenses totales de 6,7 Mds CAD (4,4 Mds €*) sur 5 ans. Les actions de ce premier plan qui concernent surtout l'électrification des véhicules et les infrastructures de transport collectif (le secteur des transports est le premier émetteur de GES de la province) devraient permettre des réductions de 12,4 millions de tonnes (Mt) équivalent CO₂ pour la province québécoise d'ici 2030, soit 42 % de l'effort requis pour atteindre l'objectif de réduction de 37,5 %. Comme l'indique le slogan du Plan « *Plus de richesse, moins de GES* », le gouvernement mobilise aussi d'importants moyens financiers pour le développement des filières stratégiques de l'économie de demain, telles que la filière des batteries, de l'hydrogène vert et des bioénergies. Le gouvernement estime que ce plan pourrait permettre d'ajouter 2,2 Mds CAD (1,4 Mds €*) au PIB du Québec et créer plus de 15 500 nouveaux emplois. Finalement, le plan vise aussi à atténuer les impacts des changements climatiques (inondations, érosion côtière) en repensant l'aménagement du territoire. Conformément à sa promesse électorale de ne pas alourdir le fardeau fiscal des Québécois, le Premier Ministre a refusé d'inclure dans ce plan des mesures écofiscales de type malus.

Relations économiques bilatérales

Les échanges de biens entre la France et le Québec

Selon les chiffres de l'Institut de la Statistique du Québec, en 2019 les [échanges commerciaux entre la France et la province du Québec](#) continuent leur croissance entamée en 2017 (+ 6,5 %) et 2018 (+14,1 %) pour atteindre 5,35 Mds CAD (3,5 Mds €*) (+ 11,2 %), grâce principalement à l'augmentation des exportations françaises de 21 %.

Nos exportations vers le Québec ont en effet atteint 3,83 Mds CAD (2,5 Mds €*) en 2019 contre 3,17 Mds CAD (2,1 Mds €*) en 2018. On assiste en revanche à une baisse des importations françaises de produits québécois (-7,7 %), qui passent de 1,64 Md CAD (1,1 Md €*) en 2018 à 1,51 Md CAD (988 M€*) pour l'ensemble de l'année 2019. La balance commerciale de la France avec le Québec, traditionnellement largement positive, augmente encore son excédent qui passe de 1,53 Md CAD (1 Md €*) en 2018 à 2,32 Mds CAD (1,5 Md €*) (+51,9 %).

Le secteur aéronautique reste très important pour les 2 partenaires (21,9 % des échanges totaux). Du côté des produits français, les industries vinicoles, pharmaceutiques et cosmétiques constituent les autres principaux secteurs d'exportation alors que du côté québécois, ce sont surtout les exportations de minerais de fer qui mènent les échanges.

Le Québec demeure en 2019 la principale province partenaire de la France au Canada (43,6 % des échanges France-Canada) devant l'Ontario (30,9 %). Les ventes de produits français au Québec représentent en effet 44,1 % des exportations totales françaises vers le Canada alors que la part des exportations canadiennes vers la France provenant du Québec est de 42,6 %.

Selon l'Institut de la Statistique du Québec, la France gagne 2 rangs et devient le 5^{ème} fournisseur de la province avec une part de marché de 3,6 %. Parmi les pays de l'UE, la France est le 2^{ème} fournisseur de la province derrière l'Allemagne (automobiles, médicaments). La France est le 6^{ème} client de la province avec une part de marché de 1,6 % derrière les États-Unis (71,2 %), la Chine (3,6 %), l'Allemagne (2,2 %), le Mexique (1,9 %) et le Japon (1,8 %). La France devient donc le deuxième pays de l'UE importateur de produits québécois derrière l'Allemagne.

Selon les [derniers chiffres de l'Institut de la Statistique du Québec](#), pour les 10 premiers mois de 2020, les exportations de produits français vers le Québec s'établissent à 2,73 Mds CAD (1,8 Md €*), en très forte baisse par rapport aux 10 premiers mois de 2019 (-18,6 %). Cette baisse met fin à 4 années de forte croissance des ventes de produits français au Québec. Par rapport aux 10 premiers mois de 2019, les exportations de produits québécois vers la France augmentent, elles, très légèrement (+1,4 %) à 1,25 Md CAD (818 M€*) poussées par le secteur aéronautique. La balance commerciale demeure positive en faveur de la France mais se contracte fortement. Le secteur aéronautique reste très important pour les 2 partenaires (25 % des échanges totaux) mais subit de plein fouet les conséquences économiques du confinement du côté des exportations françaises (-33,7 % pour les exportations françaises de la catégorie « Fabrication de produits aérospatiaux »). Le secteur agroalimentaire français (vins, fromages, chocolats) continue de croître alors que les produits cosmétiques connaissent une baisse importante.

Présence française

La présence française au Québec est effective dans tous les secteurs à l'exception de la grande distribution et de l'industrie automobile. Elle est notamment centrée sur les secteurs de l'aéronautique, de la pharmacie-santé-biotechnologies, des transports et des TIC. La majorité des grands groupes français est implantée au Québec et les filiales de PME françaises sont aussi de plus en plus nombreuses.

La France demeure en 2019 le deuxième pays d'origine des investissements directs à Montréal (derrière les États-Unis), avec une part de 24,2 % du total des investissements directs étrangers selon l'agence de développement économique Montréal International. Cela représente des investissements français de 639 M CAD (418 M€*) en 2019.

La plupart des sièges sociaux des filiales françaises implantées au Canada sont recensées au Québec. Selon le ministère de l'Économie et de l'Innovation du Québec, elles sont près de 350, qui se démultiplient en établissements secondaires (sous-filiales, usines et succursales), et y génèrent plus de 30 000 emplois (environ 100 000 au Canada). 300 de ces implantations sont situées dans le Grand Montréal. La présence québécoise en France se caractérise par environ 170 entreprises, qui emploient plus de 20 000 personnes.

Les grands contrats et investissements récents des entreprises françaises au Québec

Les entreprises françaises participent activement aux appels d'offre et aux grands projets québécois. Les principaux projets, les plus récents, de grands contrats ou d'investissements, suivis ou remportés par les entreprises françaises concernent les technologies vertes, l'environnement, l'énergie, les transports et les infrastructures. Les sociétés françaises sont particulièrement performantes dans le secteur des transports (aéronautique et transports urbains) où elles remportent de nombreux contrats ou sont fréquemment en position favorable.

Air Liquide a annoncé le 8 décembre 2020 avoir commencé la production industrielle d'hydrogène vert grâce à une puissante unité d'électrolyse à membrane échangeuse de protons (technologie canadienne de la startup Hydrogenics rachetée l'an dernier par le motoriste américain Cummins). La production quotidienne de l'usine située à Bécancour doit sous peu atteindre 8,5 tonnes, ce qui représenterait l'équivalent des émissions annuelles de gaz à effet de serre d'environ 10 000 voitures si cet hydrogène provenait du reformage de gaz naturel.

Eurovia et Dodin Campenon Bernard SAS, deux filiales de **Vinci** ont remporté en juillet 2020 en consortium avec l'entreprise québécoise Pomerleau un contrat d'une valeur de 1,14 Mds CAD (747 M€*) pour la réfection du tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine à Montréal.

Alstom a remporté avec l'entreprise québécoise SNC-Lavalin en février 2018 le contrat de fourniture du matériel roulant et de systèmes d'exploitation et maintenance pour le projet de Réseau Express Métropolitain (REM) de Montréal. Le REM est un projet de train entièrement automatisé et électrique de 67 km, incluant 26 stations. Son coût est évalué à 4,1 Mds €, et est géré par la division Infrastructures de la Caisse de Dépôt et de Placement du Québec (CDPQ Infra). Plusieurs autres sociétés françaises sont impliquées sur cet important projet, parmi lesquelles le cabinet d'ingénierie **SETEC, ENGIE, Ingérop, Projet Linéaire**,... Le 15 décembre 2020, les autorités québécoises ont annoncé la phase 2 du REM qui prolonge le tracé existant de 32 km et la construction de 23 stations additionnelles.

Systra a été sélectionnée en novembre 2018 pour accompagner la Ville de Québec pour établir le schéma directeur du projet de Réseau structurant de transport en commun de la Ville de Québec basé sur la construction d'un tramway et la mise en place d'un réseau de bus à haut niveau de service (BHNS).

Derichebourg Environnement a remporté en septembre 2020 cinq nouveaux contrats dans le domaine de la collecte et du recyclage de déchets ménagers pour la Ville de Montréal. Ces contrats représentent plus de 60,5 M CAD (40 M€*) pour les cinq prochaines années avec une option de prolongation de deux ans. Plus de 580 000 habitants, soit environ 30 % de la population montréalaise, bénéficient des services de Derichebourg.

Suez a remporté en octobre 2019 un contrat de la Ville de Montréal pour la conception, la construction, l'exploitation et la maintenance d'un centre de valorisation des matières organiques. Ce contrat prévoit une durée de construction de l'usine de 2 ans suivie d'une période d'exploitation de 5 ans. Il s'agit du deuxième contrat remporté en 2019 par Suez à Montréal, qui réalise aussi la construction d'un centre de compostage. La nouvelle usine valorisera les déchets organiques en biométhane, produisant l'équivalent de la consommation de gaz d'environ 3 600 foyers.

Arrivé au Québec en avril 2018, **Décathlon** a ouvert, en décembre 2020 à Laval, en périphérie de Montréal, son cinquième magasin au Québec.